

à faire valoir, à le grand inconvénient de s'adresser à des partis passionnés qui, nous le craignons bien, ne céderont qu'à la force. Les Allemands prétendent que les destinées du Schleswig sont inséparables de celles du Holstein, que la nature comme la fortune ont uni les deux pays l'un à l'autre et que tous les deux appartiennent, au même titre, à la grande patrie commune. Leur succès dans le Holstein a rendu leurs prétentions intraitables; la question de constitutionnalité servant de prétexte à leur agression, ils auraient franchi l'Eider et occupé le Schleswig si le froid ne fût intervenu : entre eux et l'armée danoise le choc était devenu inévitable et la guerre commençait. Dans le Danemark les gens raisonnables se résigneraient, sans oser l'avouer encore, à la perte du Holstein; mais ceux-là qui sont les plus pacifiques exigent que dans ce cas le Schleswig soit définitivement annexé à la monarchie danoise, sans intervention ultérieure de la confédération. Il y a enfin les exaltés, ceux qui ne peuvent pardonner à l'Allemagne son immixtion dans cette affaire; ceux-là veulent non-seulement garder le Schleswig, mais reprendre le Holstein : ils font de cette lutte une question de race et s'efforcent de nouer avec la Suède et la Norwège une ligne scandinave.

Tels sont les ferments de discorde que les diplomates ont mission d'apaiser. L'Angleterre et l'Autriche craignent surtout de voir la Prusse se joindre à la Diète; elles adressent donc actuellement notes sur notes à Francfort et à Berlin pendant que leurs représentants à Copenhague surveillent et dirigent les paroles et les actes du roi Christian. Il est maintenant positif qu'elles se sont adressées aussi à l'empereur Napoléon III pour lui proposer l'ouverture d'une conférence spéciale entre les signataires de la convention de 1852. On prétend même que le général Fleury, pendant son récent séjour à Copenhague, avait prêté l'oreille à cette proposition; mais à Paris le ministre, et l'empereur sans doute, s'y sont montrés beaucoup moins favorables, et à l'offre de cette conférence on a répondu par une nouvelle proposition de congrès.

Nos lecteurs n'ignorent peut-être pas en effet que cette question du congrès européen sur laquelle on fondait tant d'espérances pour l'applanissement des difficultés en litige est tombée à l'état de lettre-morte, grâce à l'égoïsme de l'Angleterre dont la conduite a été si bien suivie en cette circonstance par l'Autriche. Aussi il n'est pas étonnant qu'à son tour l'empereur Napoléon ne se hâte nullement de sortir du rôle de neutralité et d'expectative qui s'est offert à lui dans la question danoise. Il semble attendre la décision que prendront la Prusse et l'Autriche.

La position de ces deux puissances est très perplexe. Il leur en coûte d'abdiquer devant les injonctions des États secondaires et de subir la loi des unitaristes qui ont déterminé le mouvement. Leur signature figure dans la convention de 1852; la renier, c'est sortir du vieux droit monarchique et donner un gage

bien compromettant aux principes révolutionnaires; mais d'autre part, s'isoler du mouvement national, pour la Prusse c'est perdre tout espoir de rien obtenir du parlement, pour l'Autriche c'est abandonner toute prépondérance en Allemagne. L'hésitation des souverains s'explique donc.

Celle de la nation se comprend moins bien, malgré l'excuse du froid. Une insurrection qui s'arrête est à moitié vaine, et l'entraînement des Allemands vers les duchés ainsi que la pression exercée sur les princes avaient un caractère insurrectionnel au premier chef. Nous savons bien que ce peuple a des façons d'agir qui lui sont propres; il est plus lent que d'autres à s'ébranler, mais il est aussi plus persévérant dans les œuvres qu'il a entreprises: il ne faut donc pas le juger d'après les appréciations applicables à d'autres nations. On peut dire cependant qu'un arrangement est moins improbable qu'il le paraissait d'abord. Il y a maintenant, par le seul fait du temps écoulé, certains résultats acquis pouvant servir de base aux négociations si activement poursuivies. Le duc d'Augustembourg est en possession du Holstein qui lui prodigue les témoignages de son dévouement. Le roi Christian est avec son armée dans le Schleswig; il va y faire venir, dit-on, sa famille et sa cour; le peuple ne manifeste aucun signe d'hostilité ni de mécontentement. Il y a peut-être dans ces faits des arguments pour une transaction; l'immobilité des Allemands sur les bords de l'Eider donne bien de la vraisemblance à cette hypothèse.

On a moins parlé de la Pologne dans ces derniers temps: c'est que, hélas! on s'y bat moins!

Les Russes et leurs amis disent que l'insurrection est épuisée et que la lutte est définitivement terminée. De leur côté, les Polonais affirment que sur beaucoup de points la révolte se maintient et que là où le bruit des armes ne se fait plus entendre, c'est que les bandes insurgées ont pu prendre leurs quartiers d'hiver dans des villages où on ne les dénoncera pas et d'où elles partiront au mois de mars, plus résolues, plus indomptables que jamais. Ce qui rend vraisemblable cette dernière version, c'est que tous les efforts depuis six mois tendent à un but unique: gagner le printemps.—Deux mois seulement nous séparent de cette époque; mais le temps apportera-t-il ce que la Pologne en attend? Cette question de la paix ou de la guerre revient toujours au bout de chaque sujet qu'on aborde.

Il n'est pas jusqu'à la Grèce, dont on pouvait croire les affaires arrangées à la satisfaction générale, et qui ne recommence à donner des inquiétudes à ses pacifiques protecteurs. Les rois d'importation étrangère sont partout d'acclimatation difficile. Dès l'arrivée du roi Georges, un double gouvernement semble avoir été installé à Athènes: celui de M. Sponnek, le conseiller danois agissant sous l'inspiration des diplomates européens, et celui du ministère grec présidé par Bulgaris. Tous les actes de réorganisation monarchique, soit dans l'administration civile, soit dans l'administration militaire, étaient conçus par M. Sponnek dans